

STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 4 AVRIL 2025

Brent Joyce, CFA

Stratège en chef, Placements, BMO Gestion privée de placements inc.

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA

Stratège en chef du marché

Soif de prévisibilité

« L'avenir n'est jamais certain et l'optimisme débordant peut vous coûter très cher à la bourse. En fait, l'incertitude est l'alliée des acheteurs de valeurs à long terme. »

– Warren Buffett

Le fil conducteur : La soif de certitude a atteint des proportions démesurées, pourtant le contraire pourrait régner pendant au moins quelques mois encore, et ce, même après que le président américain Donald Trump a annoncé, le 2 avril, l'imposition de droits de douane visant pratiquement tous les partenaires commerciaux des États-Unis. Compte tenu des ambiguïtés, et des perturbations qu'elles commencent à causer dans l'activité des entreprises, les analystes ont abaissé leurs attentes pour la croissance du PIB tout en relevant les prévisions d'inflation. Bien qu'elles soient déstabilisantes à court terme, les périodes d'incertitude peuvent donner lieu à de nouvelles occasions par la suite.

Incertitude et risque sont deux choses différentes

Tout le monde déteste l'incertitude, les entreprises comme les consommateurs, mais les investisseurs la *HAÏSSENT*. Après un début d'année marqué par une forte hausse de l'optimisme et l'espoir que cet enthousiasme débordant se traduirait par une vague de fusions et acquisitions, de PAPE et d'investissements, les marchés boursiers ont fait volte-face en réponse aux annonces de droits de douane du président Donald Trump et à l'escalade de la guerre commerciale. Les marchés boursiers américains sont les plus touchés, l'indice S&P 500 étant de retour en territoire de correction.

Notre analyste technique, Russ Visch, estime que les principaux indices renoueront probablement avec leurs creux de la mi-mars et que le recul s'étendra plusieurs jours au lieu de survenir à un moment précis. Reste à savoir si les niveaux planchers de mi-mars tiendront bon. Cela dit, il est plus important de surveiller la qualité du recul du marché, c'est-à-dire les actions qui y participent et son ampleur. Idéalement, il serait préférable que le volume, la volatilité et le nombre d'actions qui tombent au creux sur 52 semaines soient moins importants afin de signaler ce qu'on voit souvent lors de chutes aussi prononcées, soit des épisodes durant lesquels se succèdent habituellement d'abord un creux, puis une remontée et une réévaluation avant un nouveau repli.

Les marchés non américains sont également en baisse, mais ils s'en tirent mieux que les marchés américains. Les taux de rendement des obligations ont nettement reculé, en particulier aux États-Unis. Les titres à revenu fixe procurent la stabilité à laquelle nous nous attendons dans les portefeuilles équilibrés. Les avantages de la diversification par régions et catégories d'actif sont mis en évidence dans ce contexte.

Clair comme de l'eau de vaisselle

On espérait que l'annonce très attendue du président Trump sur les nombreux droits de douane, faite après la clôture des marchés le 2 avril, clarifierait les choses. La première partie de la proclamation a effectivement apporté des précisions : une taxe générale de 10 % sur pratiquement tous les biens importés entrera en vigueur le 5 avril à 0 h 01 (HAE). Les marchés se sont redressés après la clôture sous l'effet de la nouvelle, mais ils ont replongé à l'annonce de la deuxième partie : chaque pays se verra imposer des droits équivalents à la moitié du taux mixte qu'il applique sur ce qu'il importe des États-Unis.

Ces taxes vont de 10 % sur les importations en provenance du Royaume-Uni, du Brésil, de l'Australie et de la Colombie, à 34 % sur celles provenant de la Chine et 32 % sur celles provenant de Taïwan. Les taux s'ajoutent aux taxes existantes, de sorte que celui appliqué aux produits chinois dépasse 50 %. Les importations de l'UE seront taxées selon un taux initialement fixé à 20 %, tandis que les marchandises en provenance du Vietnam seront taxées selon un taux de 46 %. Ces droits de douane doivent entrer en vigueur le 3 mai.

Fait remarquable, le Canada et le Mexique ne figurent pas sur la liste des pays visés par les droits de douane.

Lors d'une entrevue accordée à Bloomberg dans la foulée de la cérémonie de signature, le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, a indiqué que la Maison-Blanche espérait dissiper l'incertitude avec l'annonce, dans la mesure où elle fixe un plafond pour chaque pays. **On peut en déduire que les pays ciblés disposent peut-être d'une marge de manœuvre pour négocier des droits de douane au cours des prochaines semaines** s'ils atteignent certains objectifs déterminés par les États-Unis, comme réduire, voire éliminer, les taxes et autres frais imposés sur les biens américains qu'ils importent.

Comme l'annonce comporte un grand nombre de conditions, nous ne sommes pas certains qu'elle procure aux entreprises la prévisibilité dont elles ont besoin pour avancer en toute confiance. D'un autre côté, le secrétaire Bessent a affirmé lors de la même entrevue qu'il donnerait à **présent la priorité à des dossiers favorables à la croissance, comme encourager le Congrès à adopter un projet de loi de réconciliation prévoyant d'importants allègements fiscaux pour les entreprises, une diminution du fardeau réglementaire et administratif, et une rationalisation des ministères et des processus.**

Les revenus potentiels générés par ces droits se situent à la limite supérieure des attentes. La plupart des économistes vous diront qu'il ne s'agit pas d'une méthode efficace pour gérer les finances publiques. Même si les coffres des États-Unis commencent à se remplir, il est fort probable que ce sera en grande partie aux dépens des entreprises et des consommateurs américains, ce qui rend maintenant nécessaire (et plus possible) une réduction d'impôt.

Doit-on s'attendre à une récession ou une stagflation?

À la fin du trimestre, de nombreux économistes et stratèges ont abaissé leurs estimations pour la croissance mondiale et relevé leurs anticipations inflationnistes, étant donné que le cadre final de la politique tarifaire et commerciale (et les éventuelles mesures de rétorsion) n'était toujours pas connu. Un déclin de la croissance combinée à une poussée d'inflation en incite plusieurs à se demander si une récession ou une stagflation est inévitable. En effet, un certain nombre de grandes institutions financières réputées ont revu à la hausse la probabilité qu'une récession se produise dans leurs perspectives. On est loin de l'optimisme ambiant du début de l'année. **Il convient aussi de se rappeler que l'économie américaine est à 70 % axée sur les services et que les tarifs ne concernent que les biens.**

Avant l'annonce des droits de douane faite le 2 avril, BMOⁱ était d'avis que la croissance du PIB des États-Unis se poursuivrait, mais à un rythme plus modéré que celui de près de 3 % observé les dernières années. L'inflation ne devrait pas augmenter de façon marquée, mais les prix pourraient monter selon la manière dont la politique tarifaire est finalement mise en œuvre. À la suite de l'annonce, l'équipe Études économiques de BMO a indiqué qu'elle reverrait ses attentes, encore une fois selon le résultat des négociations qui se dérouleront avec chaque pays au cours des jours et des semaines à venirⁱⁱ. **Rappelons que l'économie américaine a démarré l'année 2025 sur de solides bases, à savoir un faible taux de chômage, une inflation en déclin, l'optimisme et la vigueur des activités des entreprises ainsi que des attentes fermes d'un assouplissement de la réglementation.**

L'économie canadienne a également montré des signes encourageants au chapitre de l'emploi, ainsi que de l'activité des ménages et des entreprises, grâce aux baisses de taux de la Banque du Canada et aux mesures de relance budgétaires comme le congé de taxe accordé par le gouvernement. **L'équipe Études économiques BMO considère également que les droits de douane de représailles beaucoup moins importants que prévu ouvrent la possibilité d'une révision à la hausse de ses perspectives de croissance du PIB canadien.** À l'heure actuelle, à part les droits de 25 % sur l'acier et l'aluminium et, à compter d'aujourd'hui, une taxe d'environ 13 % sur les véhicules automobiles (après la prise en compte de l'exemption sur le contenu américain), **seule la part relativement faible des exportations canadiennes aux États-Unis qui ne peuvent pas se conformer à l'Accord Canada-États-Unis-Mexique sera visée par les droits de douane.** Cela dit, l'économie canadienne ressentira les effets de l'impact des droits de douane sur l'économie américaine, car les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Canada.

Il faut revoir ses attentes à l'égard des actions

En ce qui concerne la réaction du marché boursier, le mal est fait et les prévisions de bénéfices devront être globalement revues à la baisse. L'incidence variera grandement selon les secteurs et les entreprises.

Au vu de la vente massive sur le marché boursier, il faut revoir ses calculs pour 2025, et ce n'est pas aussi mauvais qu'on pourrait le croire. Au début de 2025, les prévisions tablaient sur une croissance des bénéfices des sociétés américaines et canadiennes supérieure à la moyenne, soit d'un peu plus de 10 %. Au vu des nouvelles conditions, les perspectives de bénéfices pourraient être considérablement abaissées. Les valorisations étant désormais plus faibles, grâce au déclin des taux de rendement, l'indice S&P 500 a encore la possibilité d'inscrire un rendement positif pour l'ensemble de l'année 2025. Au Canada, le point de départ des valorisations et le niveau des taux de rendement étaient beaucoup plus prometteurs au début de l'année. Là encore, il reste possible de connaître une année positive, même si les prévisions pour l'ensemble de l'année sont réduites.

Dans le cas des indices nord-américains, le S&P 500 devra rebondir d'environ 15 % pour revenir en territoire positif. Ce n'est pas irréaliste. Dans le passé (selon les données remontant à 1985), des pics d'incertitude de l'ampleur de ceux observés en ce moment ont été suivis de hausses de l'indice S&P 500 de plus de 10 % sur 6 mois et de plus de 20 % sur 12 mois.

En ce qui concerne les marchés canadiens et internationaux, l'ampleur du repli survenu à la mi-journée du 3 avril porte les actions canadiennes au même niveau qu'en début d'année, tandis que la plupart des marchés internationaux affichent toujours des gains de l'ordre de 5 % à un peu plus de 10 % pour l'année, après le repli de 1 % à 4 % qui a suivi l'annonce des droits de douane.

Répercussions pour les investisseurs

La volatilité qui a nui aux marchés pendant la majeure partie de l'année devrait persister à mesure que les priorités politiques évoluent. Les tentatives de négociations ou de reprécisions risquent d'alimenter les tensions commerciales à court terme. En revanche, les changements structurels et politiques intéressants qui prennent forme un peu partout, que ce soit au Canada, dans l'Union européenne, en Chine ou au Japon, ont entraîné des écarts de rendements entre les catégories d'actif, les régions et d'autres composantes. Alors que la Maison-Blanche et le Congrès accélèrent les travaux sur les baisses d'impôt et la déréglementation, les manchettes devraient adopter un ton plus optimiste.

L'incertitude et les changements ne sont jamais faciles à surmonter pour les investisseurs, **les entreprises ou les citoyens, mais les marchés (en tant que mécanismes tournés vers l'avenir) ont tendance à se raffermir avant même que la direction de l'ensemble de l'activité économique apparaisse clairement.**

Des portefeuilles diversifiés à l'échelle mondiale, qui comprennent des liquidités et des titres à revenu fixe, et qui bénéficient d'un rééquilibrage régulier et d'une mise en œuvre patiente, permettent aux investisseurs à long terme de surmonter l'incertitude.

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

Cette semaine

Le PIB canadien montre une certaine vigueur – Le PIB canadien a progressé de 0,4 % sur un mois en janvier, soit la hausse la plus prononcée depuis près d'un an, en plus d'avoir augmenté de 0,3 % le mois précédent après révision (contre +0,2 % initialement). L'estimation provisoire table sur un PIB stable en février – Études économiques BMO s'attend à ce que les choses se compliquent beaucoup dans les prochains mois, car la confiance des consommateurs et des entreprises a été durement heurtée par la profonde incertitude attribuable aux politiques commerciales changeantes. Le PIB préliminaire de février a été stimulé par le secteur manufacturier (même si la fabrication automobile est restée plutôt stable ce mois-là) et les services financiers, mais a été plombé par l'immobilier, l'énergie et le commerce de détail (du fait que le congé de TPS a pris fin au milieu du mois). L'excellente dynamique de croissance **incitera encore plus la Banque du Canada à demeurer sur la touche, comme elle a commencé à le faire dernièrement**, à moins d'une détérioration marquée des perspectives à la suite des annonces en matière de droits de douane réciproques.

Les électeurs canadiens se préparent à aller aux urnes – Les partis politiques présentent leur programme électoral en prévision du 28 avril, jour des élections. En ce qui concerne le logement, le parti libéral s'est engagé à doubler la construction annuelle de maisons pour la porter à 500 000 au cours de la prochaine décennie. Le chef du NPD promet de moderniser 3,3 millions de logements pour économiser de l'énergie, mesure qui serait financée par la réduction du soutien et des allègements fiscaux offerts aux entreprises énergétiques, en plus de proposer des prêts hypothécaires à faible

taux d'intérêt aux acheteurs d'une première propriété. Le chef des conservateurs, Pierre Poilievre, a quant à lui proposé de permettre aux particuliers et aux entreprises de reporter les gains en capital s'ils sont réinvestis au Canada, en plus d'accélérer l'approbation de projets d'infrastructures. Des sources du gouvernement fédéral ont indiqué que le Canada évitera d'imposer des tarifs douaniers qui pourraient faire augmenter le coût de la vie. Le premier ministre, Mark Carney, a également mis l'accent sur des priorités non négociables, notamment les politiques linguistiques et culturelles ainsi que la gestion de l'offre en agriculture.

Confiance du secteur manufacturier aux États-Unis – Les données sur le secteur manufacturier a reflété une certaine hausse de pessimisme en mars. Selon l'enquête mensuelle de l'Institute for Supply Management (ISM), le secteur a de nouveau accusé une baisse, les nouvelles commandes, la taille des carnets de commandes, l'emploi et la production manufacturière ayant tous diminué par rapport aux niveaux de février. L'indice des prix payés a avancé de 7 % sur un mois, signe que les pressions inflationnistes se sont poursuivies. Le sondage de la Réserve fédérale de Dallas sur le secteur manufacturier au Texas mené en mars a témoigné d'un constat similaire, l'humeur des chefs d'entreprise ayant tourné en ce qui a trait à leur propre entreprise et au secteur manufacturier dans son ensemble. L'indice de l'activité commerciale générale a reculé de huit points en mars pour s'établir à -16,3. Les données de l'enquête sur les coûts des intrants ont par ailleurs atteint un sommet depuis juillet 2022. Par conséquent, les entreprises ont procédé à plus de mises à pied et réduit les heures de travail.

L'inflation demeure élevée aux États-Unis – La semaine dernière, le Bureau of Economic Analysis a publié son rapport de février sur les revenus et les dépenses des particuliers. Parmi les points de données mis à jour, mentionnons la mesure de l'inflation privilégiée par la Réserve fédérale américaine, à savoir l'inflation de base liée aux dépenses personnelles de consommation, qui mesure le prix moyen que les consommateurs paient pour des biens et services, à l'exclusion des aliments et de l'énergie. Les dépenses de consommation de base ont augmenté de 2,79 % sur 12 mois en février, contre 2,66 % en janvier, alors que les prévisions consensuelles de Bloomberg tablaient sur 2,70 %. Les investisseurs ont réagi négativement au rapport, qui laissait croire que les pressions inflationnistes persisteraient, tandis que les tarifs douaniers ont accru le risque de hausse de l'inflation. La chaîne CNBC a fait remarquer cette semaine que les prévisions des dépenses de consommation de base moyennes de 14 observateurs de Wall Street ont augmenté et ont atteint 3 % pour le troisième trimestre. Au cours de la fin de semaine, l'équipe économique de Goldman Sachs a relevé de 0,5 point de pourcentage ses prévisions d'inflation des dépenses de consommation de base de fin d'année pour les porter à 3,5 % sur 12 mois, soutenant que les tarifs douaniers devraient causer une hausse des prix à la consommation. Dans une entrevue accordée cette semaine, le président de la Réserve fédérale de New York, John Williams, a fait écho à ce point de vue en déclarant que les tarifs douaniers font clairement augmenter les prix aux États-Unis et qu'il y a définitivement un risque que l'inflation s'accroisse davantage que prévu. Le président de la Réserve fédérale de Richmond, Thomas Barkin, a déclaré dans un discours la semaine dernière que l'effet sur l'inflation des tarifs douaniers annoncés jusqu'à présent sera probablement quatre fois plus marqué que celui de la politique commerciale mise en œuvre durant le premier mandat du président Trump (avant tout ajout par rapport aux annonces du 2 avril). M. Barkin a ajouté que l'incertitude entourant les répercussions de la politique commerciale des États-Unis avait placé les consommateurs, les entreprises et la Réserve fédérale américaine dans un brouillard économique dense qui pourrait prendre un certain temps à se résorber. Sur la chaîne CNBC lundi, M. Barkin a déclaré que c'était comme si on lâchait dans une arène les fournisseurs disposés à augmenter leurs prix et les consommateurs qui sont épuisés, frustrés et fatigués de payer des prix toujours plus élevés.

La semaine prochaine

La période de publication des résultats commence avec les rapports d'importantes réserves fédérales américaines. Les principales données sur la confiance des entreprises et des consommateurs figurent également sur la liste.

- **Lundi 7 avril** – Canada – Sondage de la Banque du Canada sur les perspectives des entreprises
- **Mardi 8 avril** – Indice d'optimisme de NFIB aux États-Unis | Indice des directeurs d'achats au Canada
- **Mercredi 9 avril** – Stocks du commerce de gros aux États-Unis et procès-verbal de la réunion du Federal Open Market Committee de mars
- **Jeudi 10 avril** – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi et IPC aux États-Unis | Permis de construire au Canada
- **Vendredi 11 avril** – IPP et confiance des consommateurs aux États-Unis

Fiche des données au 2 avril 2025

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 2 avril 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
S&P 500	5 671	1,6 %	-3,3 %	25,0 %	26,3 %	-18,1 %
NASDAQ	17 601	1,6 %	-8,7 %	29,6 %	44,7 %	-32,5 %
DOW	42 225	1,5 %	-0,3 %	15,0 %	16,2 %	-6,9 %
Russell 2000	2 045	1,2 %	-8,0 %	11,5 %	16,9 %	-20,5 %
S&P/TSX	25 307	2,4 %	3,1 %	21,7 %	11,8 %	-5,8 %
MSCI EAEO	8 713	-1,2 %	7,8 %	3,8 %	18,2 %	-14,5 %
MSCI Marchés émergents	596	-0,8 %	3,9 %	7,5 %	9,8 %	-20,1 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Bloomberg U.S. Aggregate		0,4 %	3,0 %	1,3 %	5,5 %	-13,0 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,4 %	3,1 %	0,6 %	4,1 %	-12,5 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,5 %	2,6 %	2,1 %	8,5 %	-15,8 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,2 %	1,3 %	8,2 %	13,4 %	-11,2 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,4 %	0,9 %	0,9 %	4,5 %	-4,7 %
Bloomberg Canada Aggregate		0,7 %	2,2 %	4,0 %	6,5 %	-11,3 %
Bloomberg Canada Treasury		0,6 %	2,4 %	2,9 %	5,0 %	-9,9 %
Bloomberg Canada Corporate		0,4 %	1,9 %	6,9 %	8,2 %	-9,5 %
Rendement des obligations d'état						
	2 avril 2025	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2024	2023	2022
Bon du Trésor américain 10 ans	4,13 %	4,21 %	4,21 %	4,57 %	3,88 %	3,88 %
Obligation Canada 10 ans	2,91 %	2,97 %	2,97 %	3,23 %	3,11 %	3,30 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,64 %	4,67 %	4,67 %	4,56 %	3,53 %	3,66 %
Bund allemand 10 ans	2,72 %	2,74 %	2,74 %	2,36 %	2,02 %	2,57 %
Obligation Japon 10 ans	1,47 %	1,49 %	1,49 %	1,09 %	0,61 %	0,41 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 2 avril 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Indice USD	103,81	-0,2 %	-4,3 %	7,1 %	-2,1 %	8,2 %
CAD-USD	0,70 \$	0,5 %	1,0 %	-7,9 %	2,3 %	-6,7 %
Bitcoin	85 653,54 \$	2,3 %	-8,6 %	120,5 %	157,0 %	-64,3 %
Or	3 134,17 \$	1,6 %	19,4 %	27,2 %	13,1 %	-0,3 %
Pétrole (WTI)	71,71 \$	3,4 %	0,0 %	0,1 %	-10,7 %	6,7 %

* Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du NASDAQ.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au NASDAQ.

L'**indice Russell 2 000^{MD} (« Russell 2 000^{MD} »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000^{MD}.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Trésor** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération.

Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent. BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

ⁱ Lire les articles de Yung-Yu Ma, Ph. D., chef des placements, BMO Gestion de patrimoine, États-Unis ([Plongeon de la bourse – tarifs douaniers et autres – BMO Gestion de patrimoine](#)), de Brent Joyce, CFA, stratège en chef, Placements, BMO Gestion privée de placements ([Commentaire sur les marchés mondiaux : La grande rotation - BMO Gestion Privée](#)), de Scott Anderson, Ph. D., économiste en chef, Études économiques BMO, États-Unis, paru le [28 mars 2025](#)

ⁱⁱ [Études économiques BMO, Reciprocal Tariffs Location Matters](#)